

Paris collectifs sportifs—Loi

Je passerai rapidement sur les témoignages entendus au comité. En relisant le hansard d'hier, j'ai noté que le ministre responsable avait interrompu le débat pour poser une question au député d'Edmonton. Il lui a demandé s'il savait que les Jeux olympiques n'auraient lieu que si le gouvernement s'engageait à remplir ses obligations; autrement, on ne demanderait pas aux responsables de Baden Baden d'approuver le choix de Calgary. C'est une façon honteuse de défigurer les faits.

Pour poser le problème en termes simples aux Canadiens, demandons-nous si le comité international olympique aurait accepté que les Jeux aient lieu dans un pays qui ne serait prêt à aider financièrement l'organisation des Jeux que si sa Chambre des communes l'autorisait à exploiter des loteries. Personne à l'étranger ne l'aurait accepté. De fait, ce n'est pas ainsi que le gouvernement a présenté les choses. Il a déclaré que les Jeux olympiques revêtaient une grande importance pour notre pays. C'est effectivement le cas. Nous tenions à ce qu'ils aient lieu chez nous. C'est vrai aussi. Nous avons dit que nous assurerions le financement à partir de nos ressources actuelles. C'est ce que le gouvernement a dit. C'est l'entente qui avait été conclue, et nos vis-à-vis le savent, pour procurer des fonds au gouvernement fédéral et pour que ce dernier n'exploite plus de loteries.

Pour répondre aux remarques de mon vis-à-vis, je répéterai exactement ce que le député de Saskatoon-Ouest a déclaré. Ce que l'on peut reprocher aux loteries d'État, c'est précisément qu'elles sont exploitées par l'État. Peu importe qu'il s'agisse du gouvernement provincial ou fédéral. Ce qui est répréhensible, ce n'est pas que l'on demande à un particulier d'acheter un billet ou de tenter sa chance, mais que le gouvernement fédéral fasse croire aux gens que pour s'enrichir rapidement il suffit de jouer, alors qu'ils ont cent fois moins de chances de gagner que d'être foudroyés.

Or, c'est cette idée de la réussite que le gouvernement fédéral cherche de nouveau à inculquer aux gens pour assurer leur succès. Les efforts, le travail ou les économies n'y parviendront pas, car il suffit d'acheter un billet d'une loterie d'État. Voilà le principe dont s'inspire toute la publicité de Loto Canada et des loteries provinciales. On veut faire croire aux Canadiens que pour réussir, il suffit d'acheter un billet de \$10, alors qu'ils ont une chance sur 600,000 de gagner. On veut leur faire croire que c'est ainsi que l'on réussit. Chercher simplement à nous en convaincre est répréhensible.

Le gouvernement prétend qu'il ne fait cela que pour la ville de Calgary. Il dit qu'il faut absolument aider à financer ces Jeux olympiques dont tout le monde veut. Le gouvernement ne va pas tenir sa promesse initiale. Au lieu de cela, il nous propose un projet de loi sur les paris collectifs sportifs.

Si la motion n° 3 a été présentée, c'est précisément parce que les ministres responsables de l'administration du projet de loi ont utilisé cet argument dans tout le pays. Si c'est effectivement l'objectif visé par le projet de loi, que le gouvernement nous confirme par son vote que le projet de loi va servir à financer les Jeux olympiques de Calgary. Or, ce n'est pas ce que dit le projet de loi. Il dit que le gouvernement pourra recueillir de l'argent de la façon qui lui plaît, notamment par le biais d'amendements, de règlements ou de décrets du conseil, et qu'il pourra le dépenser également de la façon qui lui plaît. Voilà ce qu'il dit. Il ne précise nulle part que l'argent en question servira uniquement aux Jeux olympiques de Calgary. Le

gouvernement s'engage en quelque sorte à envisager d'y consacrer une partie de l'argent.

Quand nous avons demandé au comité ce qu'il était advenu de la part des recettes que le gouvernement fédéral recueille grâce aux loteries, dont une moitié devait être destinée à la santé et au sport amateur, et l'autre moitié à la culture, quand nous avons demandé, dis-je, combien d'argent cela représentait et ce qui en était advenu, les personnes soi-disant compétentes nous ont répondu qu'elles ne savaient pas, qu'elles n'en avaient aucune idée. Voilà comment on prend soin de l'argent que les pauvres qui ont acheté les billets de loteries destinaient au sport amateur. Personne n'était au courant. Et voici maintenant que le gouvernement nous demande à nous, parlementaires, de presser les Canadiens de lui faire confiance. Nous allons faire notre devoir, tout comme nous l'avons fait dans le cas de Canadair et de la société de Havilland, et en ce qui concerne les députés d'en face, nous allons continuer de faire notre devoir.

● (1550)

Monsieur le Président, nous devons préciser que le projet de loi porte sur les Jeux olympiques de Calgary. Le gouvernement du Canada utilise les services d'un grand nombre de bénévoles pour justifier sa rentrée dans le domaine des jeux de hasard. Voilà ce qui se passe. J'imagine que si un philanthrope se présentait à la Chambre et offrait au gouvernement du Canada 200 millions de dollars pour financer les Jeux olympiques de Calgary, celui-ci lui répondrait: «Merci bien, mais nous avons encore besoin de ce projet; nous dirons dorénavant que nous en avons besoin pour les autres raisons qui y figurent». Le gouvernement du Canada en rejeterait alors la responsabilité sur la recherche médicale ou la culture, car il n'a l'intention de financer ni l'une ni l'autre, monsieur le Président. S'il entend imposer de nouvelles taxes aux pauvres, c'est pour pouvoir donner plus d'argent à ses amis.

Comme tous ceux qui ont étudié les loteries le savent, seulement le tiers de l'argent que les loteries recueillent parvient aux organismes de bienfaisance auxquels lesdites loteries devaient venir en aide. Ce sont les preuves qui ont été présentées au comité et dont les députés libéraux n'ont pas voulu tenir compte.

J'espère pouvoir un jour constater ici même qu'enfin tous les gouvernements du pays ont cessé de lever des impôts par le biais de loteries. J'ignore si je serai jamais en mesure de le faire, mais je l'espère de tout cœur, monsieur le Président. Si j'ai cet espoir, ce n'est pas simplement à cause de l'hypocrisie incroyable qui entoure cette question et des contrevérités qui sont dites au sujet de l'objet de ce projet de loi. La raison réside plutôt dans le fait, monsieur le Président, que tous les députés, et surtout le député d'Ottawa-Centre qui se targue d'être un économiste, doivent savoir qu'il est tout à fait répréhensible de lever les impôts par le biais de loteries et de sociétés qui n'ont aucun compte à rendre au vérificateur général. Il est inadmissible que l'on crée des programmes de dépenses sur lesquels le Parlement n'a aucune maîtrise, afin d'en arriver à des situations où les hauts fonctionnaires disent aux parlementaires qu'ils ignorent ce qu'on a fait de l'argent. Le député d'Ottawa-Centre et ses collègues de l'arrière-ban savent certainement qu'en vertu de la décence la plus élémentaire et des principes d'un bon gouvernement, ce projet de loi est inadmissible.